

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

Sous-Direction C  
BUREAU C1

INSTRUCTION N° 90-95-B2

du 30 août 1990

NOR : BUD R 90 00097 J

(Texte publié au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)

Ce document a été modifié par les documents suivants :

n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....

Ce document a été abrogé par le document :

n° .....	du .....
----------	----------

VERSEMENT COMPENSATOIRE AU TITRE DE LA TAXE INTERIEURE  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS

ANALYSE

*Liquidation de la détaxe des carburants.  
Dispositions comptables*

DOCUMENT A ABROGER

Instruction n° 82-12-B2 du 15 janvier 1982

Diffusion

CS 20

0 678677 P 89

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	DP	DD							
-----	----	----	--	--	--	--	--	--	--

L'article 26 de la loi de finances pour 1982, complété par l'article 23 de la loi de finances pour 1983, a institué à compter du 1er janvier 1982 un versement compensatoire au titre de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, au bénéfice des chauffeurs de taxis.

L'article 33 de la loi de finances rectificative pour 1989 étend le bénéfice de cette mesure au profit de certains commerçants ambulants à compter du 1er janvier 1990.

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions de liquidation de la détaxe des carburants et les modalités du versement compensatoire.

#### A - Liquidation de la détaxe des carburants

Il appartient aux directeurs régionaux des Douanes d'effectuer la liquidation de la détaxe qui prendra la forme d'un versement compensatoire attribué directement aux bénéficiaires dans les conditions suivantes :

- a) Chauffeurs de taxis : le bénéfice de détaxe est limité à 5 000 litres de carburants par an, pour chaque véhicule.
- b) Commerçants ambulants : seuls les commerçants sédentaires dont le principal établissement est situé dans une commune de moins de 3 000 habitants et qui réalisent une partie de leur chiffre d'affaires par des ventes ambulantes peuvent bénéficier de la détaxe, dans la limite de 1 500 litres de carburant, par an et par entreprise.

Ces éléments de liquidation figurent sur les demandes de détaxe de carburant remises en double exemplaire par les bénéficiaires (modèles annexés à la présente instruction) et précisant le mode de carburant permettant l'imputation budgétaire de la dépense.

#### B - Versement compensatoire

Bien que la détaxe n'ait pas le caractère d'une restitution aux personnes assujetties à la taxe intérieure sur les produits pétroliers, le paiement du versement compensatoire sera réalisé dans les conditions prévues par l'instruction n° 62-151-R4-B2 du 17 décembre 1962 portant unification des règles comptables applicables aux restitutions de droits, taxes ou produits indûment perçus par l'administration des Douanes.

Le règlement sera effectué par les Trésoriers-Payeurs Généraux et par le Receveur Principal Régional des Douanes de Paris pour les départements relevant de sa principalité, au vu des dossiers de restitution accompagnés des moyens de paiement établis par les Directeurs Régionaux selon les modalités de règlement des dépenses publiques.

Compte tenu des conditions particulières du paiement du versement compensatoire, le certificat du Receveur faisant état de la recette initiale ne sera pas annexé aux pièces justificatives habituelles.

Les dépenses devront être imputées directement par les Trésoriers-Payeurs Généraux au compte 900.00 "Dépenses payables sans ordonnancement - Dépenses ordinaires des services civils", chapitre 15.02 "Remboursements sur produits indirects et divers", article 20 "Direction Générale des Douanes", aux paragraphes suivants :

- paragraphe 31 "Remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (taxis, commerçants ambulants) - Supercarburant" ;
- paragraphe 32 "Remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (taxis, commerçants ambulants) - Essence ordinaire"
- paragraphe 33 "Remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (taxis, commerçants ambulants) - Gazole" ;
- paragraphe 34 "Remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (taxis, commerçants ambulants) - GPL carburant".

Les Trésoriers-Payeurs Généraux veilleront à ce que les règlements de l'espèce interviennent dans les meilleurs délais.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE  
POUR LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE  
Le Sous-Directeur  
Chargé de la Sous-Direction C

Jean-Louis NINU

1982

Pour compléter de cette déclaration  
doivent être ajoutés à la Direction  
régionale des Douanes

- 101 DE FINANCIER JOUR 1902 -  
 Publication "D.C.T."

I - RESPONSABILITES RELATIVES AU TITULAIRE DE L'AUTORISATION / DE L'AUTOMATISME	
1	POUR A PRENDRE / RAISON DICTER
2	IDENTIFIER
3	CONTINUER MANUTENIR OU POSTER

## II - RÉSULTATS RELATIFS À LA LIQUIDATION DE LA DÉFAITE

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

Je soussigné certifie : — Que l'écriture des autorisations de stationnement indiquées ci-dessous :  
— s'applique à véhicules les mentions portées sur la présente déclaration.  
Je m'engage en outre à informer immédiatement les Attraction Nationaux des dangers de toute rectification à apporter, dans le contenu du 1<sup>er</sup> ande  
1904, aux indications contenues dans la présente déclaration.

31 June 1951

### ATTENTION : la présente déclamation :

1. doit parvenir, dans le courant de l'année 1992, à la direction régionale des douanes dans la circumscription de laquelle les autorisations représentées ci-dessous ont été délivrées ;
2. doit être immédiatement réexaminée :
  - d'une photo-copie intégrale de la carte grise des véhicules concernés ;
  - d'une photo-copie intégrale des cartes de stationnement correspondantes ;
  - d'un relevé d'identité bancaire ou postal si le stationnement doit se faire par virement

I - RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU BENEFICIAIRE										
1	Raison sociale :						2	Activité :		
3	Jour(s) et lieu(x) des tournées :									
4	Immatriculation au registre du commerce et des sociétés sous le n : tenu au greffe du tribunal de :									
5	Adresse du principal établissement :									
6	Références bancaire ou postale :									
II - RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA LIQUIDATION DE LA DETAXE								CADRE RESERVE AU SERVICE		
7	8	9		10				11		
N d'imma- trication	Puissance fiscale	Consommation de carburant en 1990		Mode de carburant du véhicule de tournée				Liquidation (francs) :		
du véhicule de tournée		1/1 au 31/1	1/2 au 31/12	super	essence	gazole	Gaz			
<p>Je soussigné, certifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- être commerçant sédentaire,</li> <li>- avoir mon principal établissement situé dans une commune de moins de 3 000 habitants,</li> <li>- avoir utilisé le carburant déclaré dans l'exercice de l'activité de ventes ambulantes,</li> <li>- l'exactitude des renseignements portés sur la présente déclaration.</li> </ul> <p>A , le Signature :</p>								<p>TOTAL :</p> <p>Date d'enregistrement :</p>		
<p><u>Attention</u> : La présente déclaration :</p> <p>1 - doit parvenir, au plus tard le 31 mars 1991 (le cachet de la poste faisant foi pour les envois postaux) à la direction régionale des douanes dans le ressort de laquelle est situé le principal établissement ;</p> <p>2 - doit être impérativement accompagnée d'une copie de l'extrait d'immatriculation au registre du commerce du certificat d'immatriculation du véhicule, des factures d'achat du carburant consommé pendant l'année comportant la date d'achat, la nature du carburant et les quantités achetées et d'un relevé d'identité bancaire ou postal.</p>								<p>Cachet et visa du directeur régional :</p>		

